



Présidence de la République

*Pôle presse*

**DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
LA FRANCE, UNE CHANCE POUR CHACUN**

*Elysée – Mardi 22 mai 2018*

Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs les Elus,  
Mesdames, Messieurs,  
Chers amis,

Avant toute chose, je ne vais pas faire un discours, donc ça peut en décevoir certains, parce que j'ai déjà fait un discours sur ce que d'aucuns appellent la politique de la ville. Je l'ai fait à Roubaix Tourcoing en novembre dernier et c'est à ce moment-là que j'ai demandé à Jean-Louis BORLOO – je l'en remercie très vivement – de remettre les gants, comme j'ai dit à l'époque, et de faire ce travail de mobilisation avec les ministres.

Je ne vais pas non plus vous annoncer un plan ville, un plan banlieue, parce que cette stratégie est aussi âgée que moi. Le premier plan de la sorte a été présenté en effet, par Raymond BARRE à peu près au moment où je naissais. Ca a apporté des choses, Jean-Luc RIGAUT a eu raison de le dire, des choses qui ont été faites, mais je pense qu'on est au bout de cette méthode. Il faut saluer tout ce qui a été fait selon cette méthode, parce que sinon ce serait bien pire, mais je crois qu'aujourd'hui, poursuivre dans cette logique c'est vouloir poursuivre dans l'assignation à résidence, la politique spécialisée, une forme de politique de clientèle en quelque sorte, qui ne bougerait pas, qui serait allouée à certains quartiers, certains espaces, et pour tout vous dire je n'y crois pas, et je crois que les Françaises et les Français ne m'ont pas élu sur ce sujet.

Il faut construire ensemble une action collective, et vous en êtes l'illustration. Il y a beaucoup plus de monde que prévu, c'est pour ça aussi que je ne vais pas faire un discours long, parce qu'il y a beaucoup de gens qui se tiennent debout, et je les remercie d'être là, des élus de la

République, des dirigeants d'entreprise, des dirigeants d'association, des citoyens, des maires, ça montre qu'il y a une volonté, et donc le moment où nous nous parlons est un moment crucial pour ce sujet, c'est le sujet de la République. C'est le sujet de la République, c'est de se dire que des femmes et des hommes qui sont nés dans des endroits prétendus plus difficiles, et qui sont objectivement plus difficiles parce que la pauvreté s'y concentre, parce que le manque justement de moyens s'y concentre, parce que l'éloignement à l'éducation, au travail, s'y est concentré, aient la même chance que les autres, que l'on résorbe les écarts.

Il y a à la fois des sources d'extrême inquiétude et des sources d'optimisme profond. L'extrême inquiétude c'est encore ce qu'on a vu à Marseille hier, parce qu'on ne peut pas se réunir sans en parler, c'est-à-dire de la grande violence, du banditisme, du trafic, et je vais y revenir dans un instant, il y a de la profonde insécurité, donc ne nous voilons pas la face en disant c'est formidable et tout va bien. Oui, nos quartiers ont du talent, mais oui dans nos quartiers il y a aussi de la violence, il y a des choses qui ne vont pas, et c'est explosif. Pour des bonnes et des mauvaises raisons. Pour des raisons inadmissibles, qu'on a laissé s'enkyster, et aussi parce que s'est construite une forme d'éloignement avec la République.

Et puis, à côté de ça, pour moi, il y a une source formidable d'optimisme, c'est la mobilisation, Jean-Louis BORLOO l'a évoqué, depuis qu'il travaille, depuis novembre dernier, en lien très étroit avec les deux ministres qui ont lancé aussi de nombreux groupes de travail : il y a une effervescence profonde, et tous les élus qui sont présents ici le savent et le portent sur leur territoire, parfois depuis de nombreuses années. Il y a une envie de s'engager, il y a une envie de faire, il y a une envie de changer les choses, et en aucun cas de se soumettre à cette fatalité. Je voulais vous remercier pour porter ce visage, cet engagement

Il y a le Conseil présidentiel des villes, qu'on a installé officiellement aujourd'hui, avec des représentants des régies, des associations, des élus, ils vont être cette vigie, cette force de proposition et cette vigie. Il y a l'ensemble de nos élus, les parlementaires, venus nombreux, les présidents de métropole, d'agglomération, l'ensemble des réseaux d'élus, nous venons d'en voir quelques-uns à l'instant, qui portent cette voix, qui ont envie de faire. Il y a les régies, les associations, et évidemment parmi tous ces élus, les maires, qui sont des appuis premiers, ces vigies de la République, et ceux auxquels beaucoup, bien souvent, est confié.

Alors, dans ce contexte, de doute extrême, de fêlure, où la quatrième génération ne croit plus dans les discours politiques, et dans ce contexte en même temps de mobilisation, d'optimisme, de volonté de faire, nous nous devons d'inventer ensemble une méthode, un rythme, sans doute différent.

Je veux m'engager avec vous, auprès de vous et devant vous, sur quelques actions, certaines ont déjà été faites, et je voudrais m'engager sur une philosophie et une méthode, ce qui me semble presque aussi important. La philosophie c'est de dire, si nous voulons réussir, on doit collectivement se mettre d'accord sur le fait que l'objectif - la question m'a été posée tout à l'heure - l'objectif que nous voulons poursuivre c'est d'essayer de mettre ensemble toutes ces énergies quand elles s'expriment, parce que le grand problème du coup, souvent des quartiers,

c'est comme il y a beaucoup d'énergies concurrentes, il y a des effets d'entropie, et on n'entend plus que la concurrence des énergies, non, mettons-nous d'accord, on n'a qu'un objectif c'est qu'on doit réussir. Il y a des solutions parfois différentes, il y a des volontés qui peuvent être concurrentes, mais on doit faire faire quelques pas dans la bonne direction, aux plus jeunes ou à ceux qui sont les plus en difficulté dans nos quartiers, et donc mobilisation générale et travail en commun.

J'ai entendu beaucoup de choses ces derniers jours ou ces dernières semaines, qui ne sont pas à la hauteur des enjeux, il n'y a pas de division, de concurrence, entre ceci, cela, il y a eu un travail de mobilisation qui a été piloté par Jean-Louis BORLOO, il y a une volonté de faire, depuis des années, parfois des décennies, par les maires, par les habitants, les conseils de quartier, et ce que portent les habitants, par les entreprises et de nombreux acteurs, c'est ça que nous devons relayer.

La deuxième chose c'est que nous nous devons, ensemble, de veiller à construire une politique d'émancipation. L'objectif de notre politique c'est que chacune et chacun retrouve sa dignité dans la République, ce n'est pas que tel ou tel quartier ait à soi seul telle infrastructure ou telle politique spéciale, ou tel zonage, parce qu'on aura à ce moment-là le problème de l'association qui est de l'autre côté de la rue, ou on aura telle ou telle chose, et j'aurai d'ailleurs la concurrence, en quelque sorte, des territoires qui émergera le même jour, je vais y revenir. Les quartiers les plus urbains ont exactement des difficultés similaires, et ça a été dit, aux quartiers les plus ruraux, mais ce que nous voulons construire partout, cette égalité des chances qui était bousculée depuis la Castellane, et c'est vrai qu'il y a des mots qui se sont fatigués, c'est quoi pour moi ? C'est une politique de l'émancipation et de la dignité, c'est faire que partout, dans tous les lieux de la République, nos concitoyens retrouvent leur dignité, les parents, les enfants, les adultes, c'est-à-dire retrouvent ce à quoi ils ont droit dans la République, et une politique d'émancipation, c'est que chacun puisse aller vers ce à quoi il aspire, et qu'il n'y ait plus cette assignation à résidence, sociale ou territoriale, qui fait que quand on est né à un endroit, ou quand on a eu un accident de la vie à un endroit, eh bien il n'est plus possible de s'en sortir. Et cette philosophie d'action elle nous conduit à changer de méthode.

C'est ce qui me conduit à vous dire, je ne vais pas vous faire un plan ... quelque part ça n'aurait aucun sens que deux males blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent l'un un rapport, et l'autre disant « on m'a remis un plan, je l'ai découvert », ce n'est pas vrai, ça ne marche plus comme ça, les gens qui y vivent, qui font parfois, depuis des décennies, ce sont des acteurs de ces sujets, ils ont envie de faire, ils ont une bonne partie des solutions. Elles ne sont parfois pas reconnues, elles ont besoin qu'on les facilite, qu'on accélère, elles ont besoin qu'on leur donne un statut, elles ont besoin qu'on les porte, qu'on leur donne du sens, elles ont besoin qu'on les aide à réussir, c'est ça la République. C'est ce chemin que je veux construire avec toutes celles et ceux qui sont là et en adaptant une méthode nouvelle, celle de cette mobilisation qui va supposer, je vais y revenir, des actions très précises. Parce que, je sais bien que comme on ne croit plus les grands discours, il faut pouvoir s'engager sur des choses qui sont mesurables, identifiables, sur lesquelles on dira c'est fait ou pas fait, et une méthode ça suppose des rendez-vous réguliers. Ceux qui président des associations de quartier, ou ceux

qui sont maires, et que je vois présents dans cette salle, c'est ce qu'ils font au quotidien, et donc c'est ce que nous allons faire ensemble.

Cette mobilisation s'est accompagnée d'un travail qui a été fait depuis plusieurs mois, porté par le gouvernement que je veux saluer, mais qui a déjà conduit, vous l'avez évoqué, à mettre en œuvre ce qu'étaient les engagements de la campagne. Un accord a été signé le 4 avril dernier avec l'USH, et je les en remercie, un gros travail a été fait avec Action logement, par les ministres, et donc aujourd'hui, l'Etat a clarifié sa stratégie financière, les acteurs sont là, nous sommes donc au rendez-vous de notre engagement de campagne sur le financement de la rénovation urbaine [10Md€]. Les crédits seront au rendez-vous, même si la première année nous n'étions pas au rendez-vous, je le prends pour moi, c'est ma faute, mais nous le serons à l'avenir. Mais donc là on y est, et on enrayer une politique qui a presque 10 ans, où on a abîmé la politique de rénovation urbaine par, ou raréfaction des crédits budgétaires, ou allongement des délais pour dépenser moins, si on se dit les choses entre nous en toute franchise ici, ou politique d'optimisation, parce qu'on préférerait parfois démolir tout court parce que c'était plus profitable pour certains, plutôt qu'à rénover ou faire des choses qui étaient peut-être plus adaptées. Maintenant, et je salue le président KLEIN, l'ANRU pourra fonctionner et, j'y reviendrai dans un instant, en a les moyens.

Deuxième élément important à mes yeux, la police de sécurité du quotidien, c'était un engagement, 30 quartiers de reconquête républicaine, l'expérimentation commence, en deux vagues, d'ici à la fin de l'année, avec un gros travail qui a été fait de concertation avec l'ensemble des forces de sécurité intérieure, et je salue l'engagement du ministre d'Etat, et c'était très bien tout à l'heure d'avoir les craintes exprimées par Madame la commissaire. Et je pense en effet que si ça n'est que deux coups de peinture, un changement de nom, c'est un échec, et ça n'a pas été conçu pour ça, mais cette transformation de la police de sécurité du quotidien c'est cette volonté de changer la réponse, de remettre de la présence, de l'ilotage, de remettre un changement de la relation des forces de sécurité intérieure avec les quartiers, avec les acteurs des quartiers, de pouvoir prévenir, et ça s'accompagne aussi d'un travail en profondeur qui a été mené par le gouvernement et qui va arriver sous peu devant le Parlement, qui est la simplification des procédures, ce qui est essentiel pour justement nos forces de police, comme nos magistrats, en particulier dans les quartiers les plus difficiles, c'est l'allègement des charges indues. Ça paraît très technique, mais quand on a des fonctionnaires de police qui passent des heures à faire de la procédure manuelle, à devoir ressaisir, qui perdent énormément de temps dans des procédures ou sur certaines contraventions ou délits, dont on sait très bien qu'elles n'ont plus aujourd'hui de débouché réel parce que ce sont déjà les quartiers où il y a la plus grande délinquance ou le plus de difficultés, le travail de hiérarchisation, de simplification, de cohérence et d'efficacité qui a été conduit par la garde des Sceaux et le ministre de l'Intérieur sous l'autorité du Premier ministre, je crois très profondément, permet de répondre à cet enjeu à la fois pour notre police, notre gendarmerie, et de notre justice dans les quartiers.

Et puis l'autre point sur lequel, ça a été dit, le travail a commencé, on n'a pas attendu cette mobilisation générale depuis le début du quinquennat, c'est également l'éducation et la santé.

L'éducation, ça a été dit, on l'a fait pour les CP en REP+, et on va continuer à décliner en REP, et puis pour les CE1, avec un plan de bataille rentrée après rentrée, que le ministre suit avec beaucoup d'intensité, et qui a permis déjà de donner des effets qu'on a mesurés à travers des enquêtes et des études. Et la santé, c'est le déploiement des maisons de santé, parce que là aussi, illustration de ce que je disais tout à l'heure, où sont les déserts médicaux ? Dans le très rural et dans les quartiers. Dans les centres villes et les agglomérations ça marche plutôt et c'est attractif, mais là où on manque de spécialistes, là où les médecins quittent, ce sont dans ces endroits de la République où ça se détricote, où il y a une fragilisation, et donc sur ce sujet nous avons commencé à avancer, mais avec un suivi qui devra être très rigoureux.

Dans ce contexte, je voulais revenir plus particulièrement sur trois types d'engagements que je veux prendre devant vous et qui vont donner lieu à cette méthode collective de mobilisation. Je pense que c'est comme ça qu'on arrivera à construire cette politique de la dignité et de l'émancipation.

La première chose c'est que je crois que ce qu'il nous faut dans les quartiers ce sont les mêmes droits et des droits réels. La politique que je veux que nous puissions promouvoir, et que le Premier ministre va impulser, ce n'est pas une politique de différenciation, ce n'est pas une politique forcément spécifique, c'est une politique des mêmes droits, mais des droits réels, c'est très exigeant dans des quartiers où on s'est parfois habitué à ne plus avoir les mêmes droits qu'ailleurs.

La deuxième chose c'est que je veux que chacun, ensuite, puisse choisir sa vie, c'est le cœur de la politique d'émancipation par l'école et par la réussite économique.

Et la troisième chose c'est qu'il nous faut savoir, y compris dans les quartiers les plus difficiles, refaire République, et vous l'avez très bien dit sur plusieurs des sujets qui sont à l'œuvre.

Alors, les mêmes droits, et des droits réels, c'est d'abord la politique de sécurité et de justice. Depuis le mois de février, la police de sécurité du quotidien se déploie, donc je n'y reviendrai pas, mais il nous faut pouvoir avancer sur quelques lignes complémentaires. D'abord on va allouer des moyens supplémentaires, 1300 policiers dans 60 quartiers d'ici 2020, qui sont les plus difficiles, le cœur de cette reconquête, de la même manière on va réallouer des moyens en termes de justice, la forfaitisation et donc la réforme pénale que j'évoquais va permettre de dégager aussi du temps utile d'agents dans les quartiers, mais je souhaite qu'on puisse compléter ce travail, qui est déjà engagé par le gouvernement, de trois sujets sur lesquels nous devons ensemble, au mois de juillet, définir une action concrète.

La première c'est, dans le cadre de la police de sécurité du quotidien et au-delà, de faire un point très précis et de regarder ensemble ce qu'on peut faire mieux avec les polices municipales. Les polices municipales sont un acteur essentiel, elles sont d'ailleurs en partenariat, et partout où la PSQ a été lancée elles sont un partenaire, mais il y a des maires qui sont prêts à faire plus, qui ont déjà commencé à faire plus, on doit accompagner ce travail

et le regarder avec beaucoup de réalisme. Et je souhaite, sur ce sujet, qu'on puisse, dans cet esprit-là, améliorer et systématiser le partenariat avec les maires. Comment on fait, on les aide à faire davantage quand ils sont candidats, comment on permet d'aller plus vite dans les quartiers où les maires sont prêts à jouer le jeu, et comment on avance, et dans ce cadre-là, pour lever parfois des demandes qui sont parfaitement légitimes, et des polémiques, je souhaite aussi qu'on puisse avoir un protocole très clair du rôle et du partenariat des maires avec les préfets, dans le cadre de ce qu'on appelle les GED, c'est-à-dire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Beaucoup de maires ont dit ces dernières semaines, « j'ai de l'insécurité chez moi, il y a des fichés S, je ne le sais pas, je voudrais le savoir. » D'abord il faut remettre tout le monde dans le même esprit, quand quelqu'un est fiché S il n'est pas forcément terroriste ou même en menace de l'être, les fichés S c'est beaucoup plus large, c'est un instrument, et le ministre l'a encore rappelé ces derniers jours, qui permet de surveiller un public à risque, mais ça ne peut avoir rien à voir, et c'est un instrument qu'on ne peut pas dévoiler parce que sinon il perd en quelque sorte son sens. C'est un instrument de renseignements pour les services, la bêtise c'est même de l'avoir rendu public, parce que c'est un instrument de gestion interne.

Par contre, les personnes qui sont identifiées comme les plus à risque, qui sont dans ce qui s'appelle un fichier qu'on appelle FSPRT maintenant, et qui sont revues par les préfets de manière très régulière, avec un compte rendu au ministre, ces personnes-là, pour les plus sensibles, il est normal que le préfet ait maintenant de manière systématique et dans une charte qu'on va rendre transparente, un dialogue avec les maires pour pouvoir échanger sur ces situations. Et donc ça c'est le premier axe en termes de sécurité, justice, je veux qu'on améliore le travail avec les maires sur ce sujet, et d'ici au mois de juillet le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, fera des propositions concrètes pour qu'on puisse s'engager à l'égard des maires en la matière pour les aider.

La deuxième chose, on l'a revue encore à Marseille hier, on a un sujet tout à fait propre aux quartiers, disons dans lequel la situation des quartiers a conduit à un embrasement, ce sont les trafics de drogue et de stupéfiants, et c'est ça ce qu'il y a derrière à Marseille, on le sait très bien. J'ai pris des positions très claires sur les stupéfiants, alors certains voudraient ne rien changer au droit actuel, on sait très bien que ça n'a aucune efficacité, ceux qui en détiennent pour leur faire leur consommation simple, il faut pouvoir traiter le problème de manière beaucoup plus simple et pouvoir donner des contraventions, ça allégera le travail de la police et ça évitera d'embourber notre justice, par contre je ne suis pas favorable à la légalisation du cannabis ou des drogues douces, pour des tas de raisons sur lesquelles on pourra revenir dans un autre cadre, mais ce qui est clair c'est que on a perdu la bataille du trafic dans de nombreuses cités. Nous déploierons un plan de mobilisation générale de lutte contre les trafics de tous genres, parce que ce sont des trafics internationaux, il ne faut pas se tromper. Bien souvent on affiche les plus jeunes, on utilise et on sous-traite, parce qu'il y a une sous-traitance et une organisation du crime, mais enfin ce sont des organisations, au moins nationales, et bien souvent internationales, qui sont derrière ces trafics et qui conduisent au pire des crimes qu'on voit dans nombre de nos cités. Pour le mois de juillet je veux qu'on ait

aussi finalisé un plan de mobilisation sur justement la lutte contre les trafics de drogue, c'est un élément absolument indispensable.

Et puis la troisième chose que nous devons faire mieux ensemble en termes de sécurité, sous réserve d'inventaire et de ce que vous me soumettez dans la méthode avec laquelle je terminerai, c'est que nous devons construire, en particulier dans tous les quartiers avec les préfets et l'ensemble des élus, nous devons construire une société de la vigilance. Tous les acteurs des quartiers, les maires, les associations, mais les citoyens, et ça a été très bien dit par Yassine BELATTAR tout à l'heure quand il dénonçait, et qu'il saluait Latifa BEN LABDA, et qu'il dénonçait le terrorisme, c'est que tout le monde est acteur de la lutte contre les violences et les dérives. Cette société de la vigilance, nous devons l'organiser, ce n'est pas une société de la délation, entendons-nous bien, mais c'est que chacun est acteur de la protection collective. Et quand on refuse de voir quelqu'un qui est en train de dévier, quand on refuse de mettre un terme aux actes les plus insupportables, dans son quartier ou ailleurs, de fait on devient complice. Alors parfois on le fait parce qu'on a peur. C'est à nous de construire les lignes, les services, l'accès, j'y reviendrai, ça fait partie de ces engagements que je veux que nous prenions pour juillet sur ce sujet-là, mais c'est aussi un éveil de la conscience collective, on se rend compte trop tard que des gens étaient en train de dévier et ils étaient sous nos yeux. Et donc je veux pour le mois de juillet, en complément de tout ce qui est déjà lancé, sur lequel nous ferons un point d'étape, nous puissions avancer sur cette société de la vigilance. Même droits et droits réels, la base, pour moi, c'est sécurité et justice. Quand on a peur, quand on ne peut pas sortir de chez soi, quand on ne peut pas au travail et laisser sa famille en toute quiétude, ce n'est pas vrai qu'on peut avoir une vie normale ou qu'on a les mêmes droits que les autres.

Le deuxième élément essentiel c'est le logement, l'aménagement et le lieu de vie, et là-dessus, s'il y a un point sur lequel la politique de la ville quand même a apporté quelque chose, c'est bien ça, et je le dis devant l'ancien ministre qui a beaucoup porté sur ces sujets et beaucoup fait. Là-dessus le niveau pertinent, sur lequel au maximum on doit essayer de raisonner, c'est, je crois, celui de la métropole et de l'agglomération. Pourquoi ? Parce que quand on parle d'aménager la vie, on peut aménager un quartier, mais c'est beaucoup plus facile de le penser plus largement. Alors, il y a des villes qui n'ont qu'un quartier à problèmes, elles arrivent à le faire, et il y a des travaux qui ont été faits remarquables, je n'oublie pas les Coudraie à Poissy, visité en campagne, parce que la ville a porté et a réussi à l'inclure dans un ensemble plus large, et propulsé les choses, mais les grandes difficultés de certains quartiers ou de certaines villes ne peuvent se construire qu'à l'échelle de la métropole ou d'un territoire plus large parce que c'est celui qui permet de repenser la mixité de l'habitat. Si on ne demande qu'aux acteurs qui sont complètement embourbés dans les difficultés, qui vivent au milieu d'elles, de tout faire et de tout résoudre, on les condamne, ou à l'échec, ou parfois à l'enfermement dans des modes de clientélisme qui se sont aussi installés dans certains de nos quartiers, qu'il faut regarder en face. Parce que parfois il y a des quartiers ou il y a des villes qui n'ont pas eu envie de s'en sortir, parce que se sont construits des sous-équilibres terribles, parce que tout le monde y avait intérêt, il faut se dire les choses, parce qu'on n'avait pas envie de changer la nature de la population, elle avait créé ses propres équilibres, sociologiques, politiques, et on

avait envie que tout le monde reste un peu dans le coin, sauf les habitants. Avoir une vraie stratégie métropolitaine et d'agglomération pour pouvoir porter le sujet est ce qui est cohérent avec les compétences de ces collectivités, oui, donc banco pour le pacte de Dijon, on fait et on y va. C'est la bonne échelle, c'est la bonne force de propulsion, et je souhaite qu'on puisse avancer dans ce sujet, Jean-Luc MOUDENC n'est pas là, mais il sait Ô combien, et les ministres qui étaient il y a quelques jours ou quelques semaines le savent, le Mirail on ne le règle qu'à l'échelle de Toulouse et de la métropole, on ne règle pas au niveau du quartier. Si on dit au quartier « tu vas régler tes problèmes, on va te donner de l'argent ou autre », on n'arrivera pas avancer

Ensuite, quels sont nos instruments et comment réussir à bousculer tout ce qui s'est installé en termes de logement, d'aménagement, dans les quartiers les plus difficiles ? Il y a le sujet de l'ANRU, cher Président KLEIN. Je reviendrai tout à l'heure sur l'ambition de réparation et de rééquilibrage proposée par le rapport de Jean-Louis BORLOO, parce que je pense que c'est une bonne idée et qu'il faut y aller, mais il faut y aller pour tous les territoires et pas simplement les quartiers. Dans les quartiers on a un instrument, l'ANRU, qui avait une formidable réputation et qu'on a abîmée ces dernières années, mais nous sommes très responsables de ça, je le disais tout à l'heure, on l'a abîmée, parce que comme on n'a pas mis assez de crédits, et d'ailleurs nous l'avons un peu fait sur le premier budget, eh ben on a demandé aux équipes de servir moins de projets, et on fait ça très bien collectivement, nous tous, c'est qu'on a rallongé les délais, donc ce qui se faisait au début en 6 mois, on le fait maintenant en 3 ans en moyenne, sur un projet. Et donc, en 3 ans, c'est désespérant, il y a beaucoup de bureaucratie, on perd beaucoup d'argent en demandant des études multiples à des intermédiaires, si on lance ce projet à mi-mandat ou après une vraie réflexion, pour un maire, on a l'angoisse de quasiment pas le voir finir ou de voir les travaux au pire moment du mandat, c'est-à-dire à la fin, on connaît la grammaire électorale tous et toutes, et donc on a bloqué beaucoup de choses, beaucoup d'initiatives, avec ce sujet.

On a reconstruit, ces dernières semaines, une visibilité sur l'ANRU, je remercie l'USH et Action logement de s'être mobilisés pleinement, et donc je crois que d'ici à juillet là aussi, ce qu'il nous faut, sous l'autorité du Premier ministre, avec les ministres concernés, c'est qu'on puisse définir très clairement les priorités, nous prendre les engagements budgétaires, non seulement sur 2019, et en donner la vérité, et sur les années suivantes, conformément aux engagements pris en campagne, et définir les projets prioritaires, et lancer une initiative, « Cœur de quartier », qui serait le pendant de ce qui a été fait par le ministère, de l'initiative « Cœur de ville. » Elle est plébiscitée partout, mais elle est plébiscitée pourquoi ? Parce que les maires proposent un projet, on y répond vite, il est malléable, et c'est en accompagnement des élus de manière pragmatique. Et donc on va lancer au mois de juillet l'opération « Cœur de quartier » sur déjà des premières cibles, pour aller vite et se donner sur ces cibles-là un objectif de les faire sortir en 6 mois, parce que le temps c'est aussi de l'argent, et on le sait très bien dans les quartiers qui sont les plus difficiles, et les maires ici présents, qui ont parfois beaucoup attendu et se sont battus, le savent formidablement bien, et donc on va bousculer les habitudes prises, dont nous avons été parfois complices, mais le milliard de l'Etat pour la

politique de rénovation urbaine sera tenu, et dès le PLF 2019 sur la trajectoire qui a été définie.

Ensuite, il y a, et vous l'avez dénoncé dans les consultations qui ont été faites, des comportements, qu'on a vus, totalement inacceptables, et une forme d'insécurité liée au logement, qui s'est installée dans les quartiers. C'est pourquoi le projet de loi dit Elan, préparé par les ministres, et porté par ces derniers, a permis de mettre en place des actions très concrètes pour lutter contre les marchands de sommeil et les pires pratiques. 1000 euros par jour d'astreinte, quand justement les prescriptions qui sont données, les recommandations qui sont faites par les autorités de l'Etat, en particulier aux bailleurs, ne sont pas respectées pour lutter contre l'habitat insalubre, une politique de pénalisation beaucoup plus forte, des propriétaires privés, marchands de sommeil, qui maintiennent l'habitat insalubre pour le commercialiser plus rapidement. Mais également une simplification des réponses apportées face à l'habitat indigne, avec là aussi une série d'initiatives qui, dès le mois de juillet, de manière territorialisée, seront annoncées et affichées.

Cette politique elle doit s'accompagner, à côté de l'ANRU, d'une mobilisation de tous les acteurs. Sur le logement social, il y a eu un très gros travail qui a été fait par l'ensemble des acteurs, avec le gouvernement et beaucoup d'élus, et je les en remercie, et le Premier ministre s'est lui-même beaucoup engagé tous ces derniers mois pour trouver une charte commune et une feuille de route, qui est aujourd'hui appliquée, qui sera déclinée dans les textes budgétaires, et qui a permis, je crois, très profondément d'améliorer la chose, eh bien dans cette modernisation du logement social, la mixité à l'échelon intercommunal est absolument indispensable, je sais que les bailleurs sociaux veulent accompagner ce travail, cher Jean-Louis DUMONT, et nous allons ensemble l'accompagner dans la stratégie qui a été ainsi reconstruite, avec aussi des mesures très pragmatiques pour remettre dans les quartiers les plus difficiles et accompagner financièrement les bailleurs sociaux qui s'y engagent, du gardiennage, de l'accompagnement, des solutions humaines, et de présence humaine, parce que c'est aussi ça dont on a besoin.

Sur la partie privée, on est confronté à l'enjeu des copropriétés dégradées. Nous en avons vues encore à Clichy ensemble il y a quelques mois. Un très gros travail a été fait sur ce sujet par les élus, les maires ont fait un travail exemplaire ces dernières années, je pense à Paris, à toute la région Ile-de-France, et beaucoup de maires qui sont ici présents, parce que c'était un des problèmes qu'on avait spécifiquement, je veux qu'on puisse accompagner les établissements publics fonciers en la matière et définir, là aussi pour juillet, une dizaine d'opérations de requalification d'intérêt national qui permettent d'accélérer justement le travail et de faciliter le travail de requalification. C'est un axe fort, pour moi, des propositions du rapport et de ce qui a été préparé avec les ministres. La loi Elan donne un cadre législatif, il faut aller au bout de ce travail, les porter, pour reconstruire, reconfigurer ces quartiers où l'habitat s'est particulièrement dégradé, et où le fait qu'il soit en copropriétés privées, ne permet plus d'avancer.

Et puis il y a un point, qui là est du côté de l'Etat, qu'il nous faut regarder ensemble en face, et qui vient, je dirais presque en amont de tout cela quand on parle d'habitat, de logement et de population, c'est ce qu'on appelle la politique de population. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on a, et ça a été très bien rappelé par nos interlocuteurs, on a des gens qui sortent des quartiers les plus difficiles chaque année, c'est rappelé d'ailleurs par rapport, 15, 20 %, il y a des quartiers où c'est plus, d'autres c'est moins, mais ils sortent, si je puis m'exprimer ainsi, par le haut. Ceux qui sortent c'est ceux qui ont réussi, et ils vont s'installer dans des quartiers, mieux logés, ils vont s'installer souvent d'ailleurs pour scolariser les enfants dans des quartiers qui sont mieux, et donc ils rendent encore plus difficile toute la politique de rattrapage. Mais nous qu'est-ce qu'on fait ? Nous on va remettre dans les quartiers les populations qui sont les plus fragiles, nous l'Etat, depuis des décennies. C'est-à-dire nous on dit « ne vous inquiétez pas, les gens qui ont demandé l'asile ou les gens à qui on donne des papiers, ou les gens qui sont dans ce qui s'appelle Dalo aujourd'hui, on les remet dans ces quartiers-là. »

Et c'est là où on alimente collectivement l'égoïsme, c'est que bien souvent, dans les discours politiques qu'on a collectivement, on a des discours d'ensemble où on dit : il faut que les gens viennent, mais, généralement on veut qu'ils aillent chez les autres et ils vont dans les quartiers où c'est déjà dur. Si on regarde ce qui se fait depuis 20 ans et qui alimente ce sentiment qui est injuste pour beaucoup d'acteurs de la politique de la ville, d'échec, c'est qu'à chaque fois qu'ils réussissent et qu'ils en sortent, ceux qui s'en sortent s'en vont, ils peuvent servir de modèles, c'est très utile, mais on leur en remet autant qui sont beaucoup plus en difficulté.

Nous devons changer de stratégie, et ça, c'est une stratégie pour l'Etat, d'affectation, d'organisation de sa propre territorialisation, de son hébergement d'urgence, mais c'est aussi une politique à avoir avec les métropoles de responsabilité, où il faut parfois casser des idées reçues, on sait que c'est beaucoup plus difficile quand on met de l'hébergement d'urgence dans des quartiers qui vont bien, certains ont essayé et l'ont fait, mais ça crée des problèmes, mais il faut le faire, et il faut aussi le faire dans des zones rurales, où l'un des problèmes, l'une des fragilisation, c'est la perte d'habitants, mais il faut arrêter de mettre les publics les plus en difficulté qui sont primo arrivants dans les quartiers qui sont déjà les plus en difficulté, et ça, c'est à nous, c'est notre responsabilité.

Sur ces sujets, pour le mois de septembre, avec justement les agglomérations, mais l'ensemble des services de l'Etat, je veux que nous ayons une politique volontariste justement en la matière, en re-proposant une stratégie, une installation et en bousculant certaines idées reçues. On ne va pas se faire que des amis, je vous le dis tout de suite, donc je compterai sur vous et votre mobilisation, mais c'est indispensable, et c'est bon pour le pays. C'est bon pour le pays ! Parce que l'intégration, elle se fait bien quand elle se fait à l'échelle humaine, quand elle se fait à visage humain, quand elle se fait dans des lieux où justement l'arrivée d'une famille, c'est ce qui permet d'éviter de fermer une classe, et de prendre des initiatives concrètes.

Et d'ailleurs, on l'a vu très, très concrètement, je peux vous donner un exemple de vécu, j'étais, il y a quelques mois, plusieurs ministres étaient avec moi, à Calais, à Calais, la

situation est intenable, et je défends totalement notre politique, et la maire de Calais en a besoin, à 50 kilomètres de là, dans un CES qu'on a ouvert, ce qui se passe est formidable, parce que c'est une politique responsable, où il y a des contrôles, où on héberge tout le monde, où on contrôle la situation administrative, et on permet aux gens d'accéder plus vite à des procédures, pour d'autres, malheureusement, de leur dire : ce n'est pas possible, c'est la règle. Mais parce que ça se fait dans un village à l'échelle humaine, des associations y travaillent, l'intégration est beaucoup plus rapide et on construit des parcours.

Et donc, ce sont ces solutions que nous devons continuer à répliquer. Je ne reviens pas sur la santé que j'évoquais tout à l'heure comme engagement déjà lancé, mais qui est vital, je ne reviens pas sur les transports dont j'ai parlé en novembre dernier mais où je souhaite qu'en juillet prochain, nous ayons, à la fois en termes d'accessibilité, des quartiers et aussi de stratégie, permis de conduire, des annonces fortes qui puissent être faites. Mais je voulais revenir sur deux idées fortes du rapport qui dépassent les quartiers sur lesquels nous allons avancer pour le mois de juillet.

En effet, quand on parle des mêmes droits, et des droits réels, cette politique, au-delà de ce que je viens de dire, n'est pas simplement une politique pour les quartiers, c'est une politique pour tous les territoires, et c'est ce qui a justifié que nous n'avons pas fait un ministère de la Ville, mais un ministère de la Cohésion des territoires, et cette philosophie, nous y croyons profondément avec le Premier ministre, c'est celle qui consiste à dire : arrêtons d'opposer les territoires entre eux. Et les territoires qui réussissent, il faut les aider à réussir et à tirer les autres et à aller encore plus fort, il y a des territoires qui sont en situation intermédiaire, il faut essayer de les faire recoller, il y a des territoires en grande difficulté, ils peuvent être très urbains, très ruraux. Les raisons sont profondément différentes, et il faut une politique ou de rattrapage, en tout cas, cette politique des droits réels à laquelle je crois, d'effectivité des droits dans ces endroits de la République.

C'est pourquoi, il a été proposé une cour d'équité des de territoires, je ne suis pas sûr de vouloir recréer une cour, mais je trouve que l'idée d'un contrôle de l'équité territoriale, et en tout cas, d'avoir une instance de recours et d'avoir de la transparence sur ce sujet est une bonne idée. Je souhaite que pour le mois de juillet, on puisse réfléchir à une organisation collective, et je pense que le Parlement y a un rôle très important à jouer, où on puisse avoir une instance de recours pour les habitants, comme pour les élus qui considèrent que, ce que je viens de dire et qui est au frontispice de toutes les mairies, n'est pas respecté, et où il puisse y avoir dans la philosophie que nous portons et qui a été présentée, il y a 15 jours, par le Premier ministre avec la réforme constitutionnelle, qu'il puisse y avoir un débat d'évaluation de l'équité territoriale au Parlement.

Que nos parlementaires puissent observer chaque année ces recours qui auront été étudiés, et puissent débattre démocratiquement en disant : vous voyez bien que sur tel et tel quartier, on n'est pas au rendez-vous et être un aiguillon salutaire de l'action du gouvernement, mais aussi un élément de transparence de l'action collective parce qu'il n'y a pas que le gouvernement,

vous savez, quand ça ne marche pas, c'est parfois aussi la faute des maires, c'est parfois aussi la faute de la dynamique du quartier ou des habitants.

Moi, je ne suis pas de ceux qui sont pour l'auto-flagellation, et je sais bien qu'on va arriver bientôt aux échéances municipales et qu'il y en a beaucoup qui voudraient dire : c'est la faute du gouvernement parce qu'il ne nous a pas mis X milliards. On ne va pas jouer ensemble à ce jeu-là. Nous, on est là depuis un an, ceux qui n'ont pas réussi depuis 20 ans, ce n'est pas ma faute. Par contre, quand on n'est pas au rendez-vous, ça, oui, il faut qu'on ait un aiguillon sain, et qu'on puisse rattraper le retard.

Ensuite, il y a cette idée de fondation, je l'ai dit, pour les quartiers, je souhaite qu'on garde l'ANRU, parce que je pense que c'est un bon objet, c'est un bon instrument, c'est nous qui l'avons dégradé, donc il faut qu'on le remette dans sa vérité première, sa promesse originale.

Par contre, l'idée que nombre de nos territoires ont un problème d'équipements, et la ministre le sait bien, sur ce sujet, et il y a eu un gros travail qui a été fait par le Conseil d'orientation des infrastructures en la matière, avec des annonces et une loi mobilité qu'il portera, je suis d'accord. Et donc dans le cadre de cette Agence nationale de cohésion des territoires, il faut qu'on réfléchisse à l'idée d'avoir, en effet, cet opérateur de rattrapage des équipements national qui permette dans les quartiers, comme dans le très rural, comme dans d'autres endroits de la République, de mobiliser les financements publics, mais surtout, et c'est là la vertu que je vois de cette idée, qui est très forte, de mobiliser tous les acteurs publics, privés, Etat, collectivités.

Il faut que tout le monde soit autour de la table dans un même instrument à la gouvernance simplifiée, qui mobilise l'argent privé qui est disponible, qui puisse mobiliser la CDC, qui est un acteur essentiel en la matière, et donc, qu'on ait un opérateur du rééquilibrage d'équipements de nos territoires. Et donc je souhaite que dans le cadre des travaux qui sont aujourd'hui en train d'être faits, on puisse avoir là aussi pour juillet, et sur ces deux points, sous l'autorité du Premier ministre, des propositions concrètes pour qu'on puisse, de manière très pragmatique, avancer sur la base de ces propositions, en rappelant que, pour moi, ce sont des éléments, des instruments de la politique de cohésion des territoires, telle que nous l'avons construite et pas simplement des instruments pour nos quartiers.

Le deuxième élément sur lequel je voulais revenir, c'est celui de l'émancipation par l'école et la réussite économique, l'emploi, parce que ça, c'est un axe extrêmement important, je m'étais exprimé à Tourcoing, et je veux être là-dessus très concret, très précis. L'école et la petite enfance, c'est le début de la bataille c'est un constat qu'on avait fait, ça a été un engagement de campagne, c'est ce que le gouvernement, en particulier, le ministre, met en œuvre depuis le début du quinquennat, avec déjà des premiers effets dans les enquêtes, mais on en verra les pleins effets dans les prochaines années, c'est qu'on avait ces 20 % d'enfants qui, en fin de primaire, ne savaient pas bien ou lire ou écrire ou compter ou se comporter.

Et quand on regarde les choses, la concentration du problème, les 20 %, ce n'était pas 20 % partout, c'était dans les zones dites REP et REP+, c'était dans les quartiers les plus durs, qu'on

avait, parfois, dans certaines écoles, des 60, 70 %, mais pourquoi ? Parce que c'est l'assignation à résidence extrême, c'est l'exposition, et vous le savez très bien, l'exposition au langage, l'exposition aux mots, quand un enfant arrive dès la maternelle, l'inégalité s'est construite.

J'ai souhaité qu'on puisse aller encore plus loin que cet engagement. On a fait un autre élément qui est très important, c'est celui de l'obligation scolaire en maternelle dès 3 ans, alors, j'en ai eu certains qui disaient : mais ça ne sert à rien, il y a déjà quasiment tous les élèves qui y sont, les mêmes qui, après, ont dit : ce n'est pas possible, ça va coûter trop cher, on n'a pas les moyens. Donc c'est une bonne mesure. C'est une mesure à laquelle je crois, pourquoi ? Parce que là aussi, optiquement, on avait près de 90 %, autour de 90 % des enfants qui y allaient déjà.

La réalité, c'est qu'ils n'y allaient souvent que le matin ou quelques heures le matin, mais que, où est-ce qu'ils y allaient très peu ? Dans les quartiers les plus difficiles, et en particulier, dans les quartiers ultramarins les plus difficiles. Ils ne commençaient bien souvent qu'au primaire dans ces quartiers-là. Et dans les quartiers les plus difficiles, on les met le matin souvent, mais pas l'après-midi, parce que, souvent la famille, elle ne travaille pas, mais même. C'est ça la réalité. Et donc on reconstruit dès la maternelle de l'inégalité par l'exposition à certaines méthodes, par le fait que les enfants ne sont pas tous embarqués dans une même histoire collective.

Cet engagement des maternelles est pour moi extrêmement important, dès 3 ans. Et là aussi, l'Etat apportera une aide dans les quartiers politiques de la ville pour garantir la présence de deux adultes par classe, parce que je sais que pour certaines communes, c'est particulièrement difficile.

Et puis, c'est aussi le développement de crèches, qui est un élément essentiel, et nous y reviendrons pour la stratégie pauvreté, qui a, pour moi, un axe essentiel, qui est la prévention de la pauvreté et la lutte contre la pauvreté des enfants qui se concentre dans ces quartiers. J'ai pris un engagement qui est de faire 30.000 places de crèches supplémentaires dans le quinquennat, je pense que, non seulement, on doit l'atteindre, mais il faut voir comment on peut l'accélérer, mais dans les quartiers les plus difficiles, je veux être ici très clair, l'Etat prendra sa part avec un financement supplémentaire de 1.000 euros par place dans les quartiers politiques de la ville [bonus QPV].

Parce qu'on a besoin de rouvrir les crèches là où il y a de la pression démographique, et si on veut pousser des parents à reprendre le travail, à avoir une vie normale, il faut pouvoir mettre les enfants à la crèche, et donc ce continuum crèches, maternelles, plus de moyens en primaire dans les REP et REP+ est une bonne mesure, et là aussi, ce n'est pas uniquement une politique des villes, parce que les quartiers REP et REP+, il y en a dans des zones dites périphériques ou dans des zones rurales, c'est une politique simplement pour les endroits où on a concentré la difficulté éducative, sociale et économique.

C'est un instrument de rattrapage et d'émancipation indispensable qui est complété par à la fois les initiatives comme « devoirs faits » comme le plan mercredi, qui sont quoi ? Des initiatives qui permettent de réduire les inégalités qui se reproduisent ou se maintiennent hors du temps scolaire. Dans toutes les écoles où on permet de garder les enfants jusqu'à 18h, ou 19h, et c'est les directeurs qui savent le mieux avec les maires, pour faire le travail à l'école, on empêche l'inégalité familiale qui se reproduit quand on lâche les enfants à 16h, en leur disant : tu iras faire le travail à la maison. Et donc « devoirs faits », c'est de l'égalité concrète. C'est de l'accompagnement des familles.

Ensuite, il y a un autre moment où l'inégalité se creuse et où on n'a pas la même chance d'émancipation. Vous l'avez un peu glissé mais moi j'ai été frappé dans tous les déplacements sur ce sujet, c'est la troisième. Et figurez-vous, pardon, Monsieur le Ministre, ce n'est pas le brevet des collèges, c'est le stage en entreprise. Le stage en entreprise qui a été au moment où il a été inventé pensé comme un objet accessoire, marginal, « on va ouvrir les jeunes à l'entreprise », est devenu très important parce que pour nos jeunes ils vont voir autre chose mais surtout pour les jeunes des quartiers c'est devenu central.

C'est devenu une obsession, pourquoi ? Parce que c'est ce qu'on n'arrive pas à obtenir. Et pourquoi on n'arrive pas à l'obtenir ? Parce que quand on vient de ces quartiers on n'a jamais l'entreprise ou la structure qui les accueille. Et donc là on reproduit sur quelque chose qui échappe un petit peu à l'école de la vraie inégalité mais pourquoi c'est si important le stage en entreprise dans les quartiers ? D'abord parce que ça stigmatise cette inégalité, dans les beaux quartiers il n'y en a aucun qui a un problème pour avoir son stage, chez nous il y a des problèmes.

Et la deuxième chose c'est le réseau, moi je le vois ici parce qu'on en prend tout le temps des jeunes de troisième comme de terminale. Le stage de troisième est devenu tout sauf anecdotique, il ne faut pas se tromper, simplement il est dans l'angle mort de nos politiques publiques comme beaucoup de choses dont je parle depuis tout à l'heure, on voit bien les choses très concrètes sont dans nos angles morts parce que nous on pense toujours argent, nombre de gens qui rentrent dans la politique publique et date. Je le fais de temps en temps mais si on ne répond que comme ça on n'y arrive pas et donc il faut que tous nos jeunes de troisième puissent trouver ce stage.

Alors de manière concrète on va déjà commencer dès maintenant puisque moi on m'a proposé une initiative, donc j'ai pris, celle d'avoir 30.000 jeunes des quartiers qui pourront avoir leur stage, 15.000 portés par les entreprises, 15.000 portés par l'Etat et les services de l'Etat. Et je voudrais qu'on arrive à mobiliser tout le monde et il y a ici beaucoup d'entreprises, beaucoup d'associations dirigées par des chefs d'entreprise et il y a une bonne partie du gouvernement, et je les en remercie, ça montre leur engagement. Moi je souhaite que pour septembre parce que ce stage, on le sait bien, c'est le stage est selon les endroits de décembre ou janvier. On doit tous être en capacité de proposer un stage à ces jeunes des quartiers, tous.

Et donc si on se mobilise pour septembre on va mettre en place cette bourse des stages, les jeunes pourront solliciter ou eux-mêmes ou les directeurs d'établissement, qu'importe, mais on doit pouvoir le faire pour septembre pour avoir les résultats concrets en décembre et janvier. Je ne vais pas vous dire il faut qu'on en ait 45.000 ou 50.000 dans deux ans ou à la fin du quinquennat, je veux que tous y puissent rentrer. On ne peut pas avoir un jeune, et d'ailleurs qui soit des quartiers ou hors des quartiers, qui disent « je n'ai pas trouvé mon stage en entreprise en troisième ». Ça c'est un objectif concret et je veux qu'on l'ait couvert en totalité pour le stage de décembre et janvier. Ça sera d'autant plus simple qu'on a suffisamment de services pour reprendre les jeunes qui ne les auraient pas en l'espèce.

Après, quand on parle d'éducation, d'émancipation et cette politique, il y a énormément d'initiatives qui sont portées par beaucoup d'entre vous, maires, directeurs, présidents d'associations, etc., sur la culture et le sport. Et quand on parle de lutter contre l'assignation à résidence et de la politique d'émancipation ce sont deux éléments indispensables. Et donc là-dessus je souhaite aussi, la ministre y est très attachée et les ministres y sont très attachés, qu'on ait une politique qui aide beaucoup plus les villes et les associations en la matière. Et là aussi pour le mois de juillet ça fait partie justement du panier des initiatives très concrètes que nous allons lancer, sur le football, la boxe mais l'ensemble des autres sports mais ces deux-là ont un caractère emblématiques et très structurants, qu'on puisse justement donner une visibilité jusqu'à la fin du quinquennat au financement des associations sur la base d'engagements clairs.

Qu'on puisse aider ceux qui ont ces initiatives de sport ou d'orchestre, qu'il s'agisse de Pau, de Stains comme j'étais tout à l'heure avec plusieurs chefs d'orchestre pour passer à l'échelle ces initiatives et réussir d'abord à montrer partout que ce travail qui est fait entre les collectivités et les associations permet justement d'abord accéder à la dignité pour nombre de jeunes, d'accéder à quelque chose qu'ils savent bien faire, à un accompagnement hors du scolaire, à la possibilité de réussir, ce qui est décisif pour parfois certains jeunes qui peuvent être en échec scolaire ou qui n'ont pas bien réussi le début de leur scolarité, et en faire un élément comme disait tout à l'heure un des président d'associations de sourcing.

Comme je le cite je me permets cet anglicisme mais ça veut dire en faire un élément qui permet par la réussite sportive ou éducative et parce que tous ces acteurs d'associations et les maires sont autour justement de ces initiatives de pouvoir faire l'intermédiaire avec les entreprises et l'accès à l'emploi. C'est ce qu'a fait par exemple « Sport dans la ville » mais c'est ce qu'ont fait beaucoup d'autres et il nous faut passer à l'échelle ces initiatives et avoir nous-mêmes une politique très structurante en la matière. Et quand je dis une politique ce n'est surtout pas à l'Etat de le faire mais c'est à l'Etat d'être un facilitateur et un accélérateur de toutes ces initiatives pour que ça aille beaucoup plus vite et beaucoup plus fort.

Et puis ensuite il y a l'accès à l'enseignement supérieur, aux formations après le bac qui en termes d'émancipation est un vrai sujet. Sur ce sujet on est moins bons qu'il y a 30 ans, l'assignation à résidence, le déterminisme social, quand je regarde les grandes écoles de la République il est supérieur à ce qu'il était il y a 30 ans. Alors ça va avec une chose, on a

généralisé l'accès au baccalauréat et donc les très bons des quartiers ou des zones les plus difficiles qui accédaient au bac souvent allaient en effet dans les quartiers. Il y a eu des réponses, des stratégies remarquables qui ont été pensées, faites par des grandes écoles, par des universités pour permettre justement d'aller chercher dans les quartiers les plus difficiles de progresser. Il y a même des lois qui sont passées pour aller en la matière s'inspirant de ce qui avait été fait au Texas pour réserver des quotas régionaux ou autres qui n'ont pas toujours marché mais qui ont eu ce mérite et qui ont fait boussuler les choses. Néanmoins, quand je regarde les choses, j'ai 14 % de boursiers en école de commerce et 54 % de boursiers en BTS, ça ne correspond pas tout à fait aux aspirations initiales des dits boursiers.

Et donc c'est pour ça que Parcoursup qui vit aujourd'hui, Monsieur le Premier ministre, une date importante avec les premiers retours, Parcoursup dans l'algorithme qu'on a rendu public, chacun pourra aller vérifier, les plus fêrus surtout d'entre vous j'imagine parce que moi je serais incapable d'aller vérifier l'algorithme, mais la traçabilité même politique sera retranscrite, il y a un des principes auxquels nous tenons beaucoup qui est très simple, dans une filière le pourcentage de boursiers inscrits doit être égal au pourcentage de dossiers de boursiers reçus et retenus. C'est-à-dire que le principe qui va consister à prioriser dans certaines filières compte tenu de la demande sur des critères objectifs, documentés, en fonction de la cohérence de la trajectoire il aura une contrainte simple, c'est la proportion des boursiers qui se sont inscrits dans ladite filière. Et moi j'y vois pour le coup une garantie républicaine parce que jusqu'à présent on vivait dans la sélection par le hasard ou le tirage au sort et la sélection par le hasard et le tirage au sort, pas de chance mais quand on vient des quartiers même au grattage on n'y arrive pas, donc ça ne marche pas et ça ne marche pas mieux. Donc je préfère la sélection par le mérite et avec cette contrainte au supérieur.

Ensuite on va généraliser ce qui a été commencé et ça j'en prends l'engagement et dès la rentrée prochaine l'ensemble des écoles qui ont des subventions de l'Etat ou fonctionnent avec l'Etat et donc toutes les écoles qui ont des élèves rémunérés devront systématiser le tutorat à l'égard des quartiers pour justement développer ce qui est déjà formidable à travers « Les cordées de la réussite » mais systématiser partout ces initiatives. On a des jeunes qui sont remarquables, qui sont payés par la République, il faut qu'ils donnent un peu de leur temps y compris dans le temps scolaire pour justement accompagner, systématiser le tutorat et ça ne doit pas simplement être un luxe ou une anecdote associative même si certains s'y sont beaucoup engagés, ça doit être un devoir qui va avec la rémunération au sein de l'Etat.

Et puis bien entendu quand on parle de l'émancipation c'est l'accès à l'emploi et c'est l'accès à la formation et pour moi ça doit d'abord se faire à travers en effet la formation, l'apprentissage, l'alternance. Nous croyons dans cette politique, c'est pour ça que le Premier ministre s'est engagé fortement avec son gouvernement. Il y a quelques semaines la ministre du Travail a présenté une réforme en profondeur de l'alternance, de l'apprentissage et de la formation continue qui a été fait avec plusieurs de ses collègues en partenariat. C'est pour ça que pour moi c'est un instrument profond du changement de nos quartiers et des trajectoires d'excellence. D'abord parce qu'on va en termes de formation et d'investissements dans les compétences investir durant ce quinquennat 15 milliards d'euros, on va investir pour qu'un

million de jeunes en particulier les plus décrocheurs et un million de chômeurs en particulier les moins qualifiés soient formés durant ce quinquennat pour justement rattraper le retard.

Parce qu'on peut avoir tous les chiffres de croissance qu'on veut et créer tous les emplois qu'on veut si on n'a pas ce rattrapage de qualification on a une déconnexion entre les emplois qui sont offerts et les qualifications proposées. Et donc ce travail c'est un engagement, ça commence maintenant et il est évident que les quartiers les plus en difficulté en seront des bénéficiaires compte tenu de la concentration des populations en difficulté. Mais cet appel sert à dire une chose, allez-y et il n'y a pas d'interdit parce que quand je fais cet appel à la mobilisation ce n'est pas des politiques publiques qui vous sont plaquées depuis l'extérieur, c'est aussi tous les acteurs qui doivent se mobiliser pour dire « nous y avons non seulement droit mais nous avons le devoir d'y aller ».

Et comme je parlais tout à l'heure pour la sécurité d'une société de vigilance, je veux lier les sujets d'émancipation et d'économie d'éducation une société de la mobilisation. Je veux que quand les présidents d'associations, les maires sont sollicités ils puissent dire parce qu'on aura pris notre part « va dans cette formation ou va à tel endroit ». Je considère que le cœur de ma réponse n'est pas d'apporter à la misère, ce n'est d'ailleurs pas ce qui est demandé par les jeunes ou moins jeunes des quartiers ou ceux qui les accompagnent, ils veulent l'accès à des formations comme les autres mais il faut aussi du coup pousser tout le monde et mobiliser tout le monde dans ces dernières. Ensuite, il y a le plan apprentissage et ses initiatives, aujourd'hui on en a, ça a été rappelé, 15.000, 15.000 jeunes qui vont en apprentissage dans des filières qui sont pourtant des filières d'excellence. Thierry MARX, nombre d'entre vous ici sont des acteurs justement de la réussite par l'apprentissage et beaucoup les ont accompagnés. Nous devons là aussi faire de la pédagogie collective pour expliquer que par ces filières, ces métiers de la main, ces métiers qui ont parfois été délaissés on a la possibilité de réussir !

Mais je souhaite aussi qu'on prenne dès la rentrée des mesures très concrètes. Ouverture sans limite des prépas apprentissage à tous les CFA et lycées professionnels qui seront volontaires, c'est la propédeutique de l'apprentissage. Il y a des jeunes qui sont sortis depuis longtemps, qui n'arrivent pas à rentrer dans des filières, qui y sont trop loin, dans le même esprit que ce qu'on fait avec Parcoursup tous les CFA, tous les lycées professionnels des quartiers qui seront candidats à la chose on ouvre dès septembre ces prépas d'un an, cette propédeutique. Les jeunes qui peuvent aller plus vite mettront moins de temps et comme on a simplifié l'accès à l'apprentissage et l'alternance ils peuvent en cours d'année rentrer dans l'apprentissage et dans l'alternance mais ils auront leur rentrée en septembre et ils ont une rentrée dans ces prépas. Parce que dans ces quartiers les plus difficiles, n'est-ce pas, Président TOULMET, comme à Bobigny on a encore des places vides dans des CFA, ce qui est incompréhensible, incompréhensible !

Parce que c'est toujours la même chose, on plaque des politiques publiques d'en haut, on met des moyens et ensuite sur le terrain les gens disent « ce n'est pas pour nous » ou ils ne viennent pas. Or, à Bobigny on ne m'a pas prévenu que les choses s'étaient améliorées

brutalement et qu'il y avait un taux de chômage de 5 %, c'est-à-dire un taux de chômage frictionnel, et que plus personne n'avait de problème ! Donc s'il n'y a pas de jeunes qui sont en absence de qualification ou pas de chômeurs de longue durée il faut m'expliquer pourquoi il y a des places libres au CFA de Bobigny. Donc c'est ce travail là maintenant de soutenir que nous devons faire d'ici la rentrée prochaine mais l'ouverture sera faite.

Ensuite, c'est le développement, le renforcement de centres de formation d'apprentis justement dans ou à proximité des quartiers politiques de la ville. C'est un point que le ministre portera avec le ministre de la Cohésion des territoires, on doit pouvoir par un travail territorialisé avec les rectorats et Pôle Emploi dès la rentrée prochaine pouvoir piloter l'ouverture dans les zones les plus tendues de certains de ces centres d'apprentis qui vont s'ouvrir compte tenu de la demande et de la libération justement à la fois de moyens et d'énergie que nous sommes en train de faire. Et sur ce sujet je demande la mobilisation vraiment de toutes les branches professionnelles et de toutes les entreprises, elles sont les premières à me dire « on a besoin de jeunes qualifiés », il est indispensable qu'elles se mobilisent dans les quartiers pour le financement de ces structures et pour l'accompagnement.

Nous reviendrons lors de nos prochains rendez-vous sur, parce que je ne veux pas être excessivement long, je le suis déjà, de coaching personnalisé et d'initiatives multiples mais qui sont aussi extrêmement importantes. Mais il y a aussi un point évoqué par Saïd HAMMOUCHE tout à l'heure, c'est celui de l'entrepreneuriat individuel. Là-dessus il y a plusieurs réseaux qui se sont mobilisés regroupés autour de l'Agence France Entrepreneur mais des réseaux remarquables qui depuis plusieurs années, parfois plusieurs décennies développent l'entrepreneuriat partout sur le territoire, je souhaite qu'on puisse leur donner là une clarté et une visibilité jusqu'à la fin du quinquennat en termes de financement et de mobilisation et qu'ils puissent s'inscrire pleinement dans l'ensemble de ces initiatives sur le terrain.

Et justement je voulais le dire à tous les acteurs du monde économique et social présents avec nous aujourd'hui, moi j'ai besoin de vous, nous avons besoin de vous. L'Etat va se mobiliser, les villes le font déjà beaucoup, les agglomérations ont pris des engagements, les régions, les départements se sont engagés dans leurs compétences aussi et nous en avons besoin, mais on a besoin des acteurs économiques, on en a besoin sur à mes yeux deux sujets essentiels. D'abord la mobilisation, l'impulsion pour nous aider sur les stages en entreprise, sur le financement des CFA et des accès, de toute façon vous en avez besoin et en particulier dans ces quartiers, et sur la fertilisation si je puis dire des emplois francs que nous venons de lancer en avril dernier, c'est-à-dire sur l'embauche en particulier des jeunes des quartiers. Il faut tordre le cou très profondément à la stigmatisation qui existe aujourd'hui, nous y avons nous apporté une réponse politique publique, les emplois francs. On a lâché tous les critères de conditionnalité qui existaient d'habitude, on a dit avec une méthode simple, « on lance, on expérimente, on évalue ».

On a fait une autre initiative qui a été lancée par ATD Quart Monde qui est remarquable, « les territoires zéro chômeur », pareil, c'est en train de marcher, ces initiatives il faut pouvoir les

passer à l'échelle, nous on va le faire mais j'ai besoin de la mobilisation de l'ensemble du monde économique. Et je vous donne là aussi à vous rendez-vous en juillet, je vais revenir dans cette maison en juillet l'ensemble du SBF 120, les 120 plus grosses entreprises, je vais le faire sur plusieurs politiques publiques et vous allez m'aider et vous allez montrer à tous les esprits chagrins que quand on aide des entreprises ou des entrepreneurs à réussir dans le pays ça peut aussi être efficace et juste, ça existe en même temps. Parce que les entreprises habitent quelque part, parce qu'il y a des gens qui dirigent les entreprises ou qui y travaillent et le soir ils rentrent quelque part chez eux, il se peut que leurs enfants aillent à l'école quelque part et que leurs parents soient ensuite soignés à l'hôpital quelque part.

Moi j'ai pris le risque en campagne et le gouvernement l'a pris ensuite de sortir d'une politique très classique qui consistait à dire « pour faire plaisir aux gens dans les quartiers ou les gens en difficulté il faut taper sur la tête de ceux qui réussissent », il faut mettre des taxes ou des interdictions parce que ceux qui réussissent ça ne plait pas dans les quartiers, d'abord ils n'ont jamais été dans les quartiers parce que je peux vous dire que dans les quartiers qu'il y a une énergie entrepreneuriale et les gens qui ont envie de réussir sont beaucoup là-bas, les chiffres de créations d'entreprises ont été rappelés. Mais ce qui est vrai c'est qu'on aide des gens à réussir plus vite et plus fort aujourd'hui qu'hier, c'est un fait, et donc j'ai besoin que vous m'aidiez un peu vous, que ceux à qui permet de réussir plus vite, plus fort pas par une loi, pas parce qu'on va mettre une taxe, pas parce qu'on va mettre une contrainte, par mobilisation citoyenne, que vous prouviez que vous prenez votre part maintenant et qu'on va tirer tous les territoires et celles et ceux qui sont les plus en difficulté maintenant de manière proactive et volontaire. Moi je crois dans la mobilisation, je crois dans la mobilisation des énergies quand elles ont un sens et qu'elles sont dans un projet commun.

Ce projet de dignité, ce projet de reconquête commun, ce projet de justice, ceux qui réussissent et qui sont efficaces en ont besoin et donc choisissez-le avec nous, choisissez-le avec moi, ce sera en juillet à l'Élysée et on signera une série d'accords et de chartes concrets. La Fédération du bâtiment qui va participer grandement au travail de rénovation qu'on va accélérer ou relancer a déjà proposé 15.000 bâtisseurs d'avenir dans les quartiers politique de la ville, je l'en remercie, chiche, on y va et donc faisons-le ensemble. De la même manière les JO 2024, Tony ESTANGUET l'a présenté tout à l'heure, il y a eu un gros travail qui a été fait par l'ensemble des équipes, la ministre, Anne HIDALGO, Tony ESTANGUET, avec la SOLIDEO comme s'appelle la structure une charte en faveur de l'emploi et du développement territorial va être signée, 10 % justement de ce qui sera accordé aux aménagements, aux constructions, à la maintenance et à la construction pour les JO de 2024 ira vers les publics en insertion et les publics des quartiers. Là c'est du concret, c'est de la mobilisation concrète, c'est les entreprises qui se mettent dans cette aventure avec les collectivités, qui disent « je donne ma part, je me mobilise ». Et donc nous devons multiplier l'ensemble de ces initiatives et de cette mobilisation de la commande publique aux initiatives privées pour réussir ensemble. Et donc je veux que cette mobilisation pour réussir ce travail d'émancipation se fasse de manière concrète avec un coup d'accélérateur que nous allons mettre dans les deux prochains mois.

Ensuite et enfin quand on parle d'émancipation il faut parler, et ça a été très bien dit et je suis en total accord avec ce qui a été rappelé, du numérique. L'accès c'est aussi le numérique, les réseaux, or il y a des capacités, un talent numérique dans les quartiers qui est là. Je ne fais pas d'angélisme, j'ai dit tout à l'heure les problèmes qu'il y avait sur certains sujets, mais il y a une génération 2.0, ce sont des quartiers qui sont en moyenne plus jeunes, où les gens ont envie de réussir, ont une énergie et un appétit et donc nous devons massivement déployer la capacité à faire en créant des centres numériques, le passeport numérique surtout, c'est une vraie stratégie, Monsieur le Ministre, qui fait partie de la réduction de la fracture, qui a été lancée par plusieurs associations, là aussi « Nos quartiers ont du talent » ont commencé à le faire, Mozaïk avec plusieurs autres, mais où nous devons nous maintenant accélérer le déploiement d'une stratégie numérique aux côtés des villes et des agglomérations pour réussir sur ce point. Parce que c'est ça aussi qui permettra justement de réussir cette stratégie de réseaux.

Ce que veulent les jeunes et les moins jeunes qui vivent ou viennent des quartiers c'est, au fond, avoir de quelque chose dont on parle trop peu, dans la République, parce qu'on l'a caché derrière des grands mots, ou on n'en parle plus, c'est le réseau, c'est l'accès à, c'est l'opportunité. Et ce n'est pas forcément une politique publique, ce n'est pas forcément la becquée, ce n'est pas quelque chose qui vient de quelqu'un d'autre ! C'est juste la possibilité d'être à un endroit où il y a déjà beaucoup de monde avec ces gens-là et de dire « voilà, moi j'ai cette idée, est-ce que vous me feriez confiance ? », ou de pouvoir pousser son idée ou son initiative, au bon moment, au bon endroit. C'est de pouvoir accéder à la bonne formation, à la bonne formation d'alternance, d'apprentissage ou d'enseignement supérieur. Et donc cette politique d'émancipation, qui est le deuxième axe fort auquel je crois, c'est ça.

Et enfin, il y a un troisième axe que j'ai appelé « faire république », qui est de revenir aux fondamentaux dont nous avons besoin. J'évoquais déjà la sécurité, qui est indispensable, je n'y reviens pas, mais je voudrais juste revenir très rapidement avant de conclure, sur quelques points.

D'abord, il y a un travail qui a été commencé mais que nous allons intensifier, de lutte contre les discours racistes et antisémites. Ils se développent dans les quartiers, il faut le regarder en face, ça n'est pas comme il y a dix ans ou quinze ans, c'est en train d'empirer, et c'est en train d'empirer pour des tas de mauvaises raisons.

D'abord, il y a des gens qui se sont habitués aux discours antisémites dans les quartiers, en pensant que c'était la bonne réplique aux discours racistes. Je vous le dis franchement : ils ont tort « au carré ». Donc ils m'auront face à eux, mais on va essayer aussi de les aider pour les ramener. Et donc je n'ai jamais perdu mon temps dans les grands débats d'éditorialistes qui visent essentiellement à hystériser ce qui se passe dans les quartiers. Vous m'avez toujours vu avec une politique qui est, à mon avis, collée à ce qu'est la loi de 1905 et notre République, sur le sujet du foulard ou d'autres. Mais il faut être clair : il y a une loi de la République. Et donc partout où il y a la loi, elle doit être respectée. Et donc personne ne doit être forcé de mettre un foulard, mais on a le droit de mettre un foulard quand c'est ce qu'on croit ! Dans les lieux publics ; pas dans les services publics ou à l'école. C'est la règle. Et on ne va pas

changer la règle parce qu'elle ne plaît pas aux uns ou qu'elle ne plaît pas aux autres. On va la faire appliquer, mais partout.

On va interdire, enfin faire respecter la loi sur les discours racistes. Certains s'y étaient habitués, ils sont intolérables. On a d'ailleurs là-dessus été très clair, avec aussi des chartes de déontologie qui ont été reprises, un travail en profondeur dans le cadre de la PSU qui a été fait par le ministre de l'Intérieur sur ce sujet, avec des chartes de déontologie, et là-dessus c'est simple, et c'est aussi pour ça qu'on croit aux initiatives de transparence, et la généralisation des caméras qui permet aussi, dans les interventions dans les zones les plus sensibles, de donner de la transparence, il faut aller au bout !

Mais le discours antisémite, il n'aura pas place non plus, de manière très claire, parce que ce n'est pas la France non plus. Le discours raciste, ce n'est pas la France, le discours antisémite ce n'est pas la France. Mais on voit bien qu'il y a beaucoup de monde qui a perdu des repères. Et donc c'est aussi pour ça que l'investissement que nous avons décidé de faire, c'est de réinvestir dans l'école, avec des référents Laïcité qui seront déployés partout, qui est un outil indispensable pour non seulement former, mais former les maîtres ! Parce que beaucoup de maîtres sont démunis, dans les plus petites classes parfois, n'est-ce pas, au primaire, au collège, face à des discours qui sont installés, qui sont installés dans la famille parce que, parfois, c'est de l'ignorance ! Parfois, on n'a pas réappris les bases ! Et donc les référents seront là, on va accompagner les maires, mais je crois à ce discours et à ce travail aussi de reconquête que nous devons absolument faire pour lutter très profondément contre le discours raciste et antisémite.

Deuxième élément absolument clé, d'ailleurs pour lui donner un contenu et réaccrocher tout le monde, c'est la lutte contre les discriminations, vous l'avez dit. Parce que pourquoi ces discours de haine s'installent ? Parce qu'on se dit « moi, je suis en marge de la République ! Je n'ai jamais eu ma place ! Que ces gens-là ne viennent pas me donner de leçons ».

Nous avons collectivement – c'est un devoir national, une mobilisation nationale – besoin de lutter contre les discriminations. Parce que si on n'y arrive pas, Je vais vous dire, c'est simple ! Tout ce que j'ai dit avant ne marche pas. Parce que je ne peux pas convaincre un jeune d'aller à l'école et lui dire « ton émancipation, c'est l'école, ça va être l'apprentissage, c'est super », si une fois qu'il est formé –a vous me le disiez tout à l'heure – il écrit des CV et puis on lui dit « Gennevilliers, c'est très connu, Gennevilliers, mais ce n'est pas la bonne adresse ! Tel ou tel quartier, vous reviendrez ». « La Castellane, allez faire une association, mais pas chez moi ». C'est ça la réalité !

**Intervenant : ...**

**LE PRESIDENT : Pardon ?**

**Intervenant : ...**

**LE PRESIDENT** : Non ! Ce n'était pas moi qui le disais, c'était ce qui est répondu aux CV ! Et donc si on laisse cette discrimination s'installer telle qu'elle est, celui qui a fait les études et qui vient de votre quartier, il revient comme un imbécile, on le sait très bien, et tous les plus jeunes disent : « Toi, tu as été faire des études, tu as été faire le malin, nous dire que tu allais être un champion, et tu gagnes 10 fois mois, ou tu n'arrives pas à avoir un emploi, alors que celui qui continue ses trafics, lui, il est installé ! » C'est ça, la réalité !

Et donc pour être très concret, c'est un élément pour crédibiliser tout le reste, la lutte contre les discriminations ! Ce n'est pas pour faire joli non plus, je vous le dis très franchement. Donc sur ce sujet, j'ai besoin là aussi d'une mobilisation générale. Et je vais demander à tous les partenaires sociaux de se mobiliser pour l'automne, dans un grand travail de concertation, de négociations sur ce sujet, et de nous faire des propositions concrètes.

J'ai besoin des organisations syndicales, des organisations patronales partout pour qu'elles nous fassent des propositions concrètes, parce que c'est elles qui font vivre le dialogue en entreprise, le dialogue de branche ! C'est elles qui pourront, par le dialogue en entreprise, le dialogue de branche, en mettant des critères, aller vérifier que ce n'est pas vrai. Je n'ai pas... on ne va pas rajouter une loi anti-discriminations ! On a des instruments, c'est déjà interdit. On ne va pas envoyer un fonctionnaire dans toutes les entreprises, ce ne serait pas raisonnable !

Donc on va faire deux choses : 1/ mobilisation générale des organisations syndicales et patronales pour nous faire des propositions à l'automne sur le sujet. 2/ généralisation du testing, c'est-à-dire aller vérifier les comportements – ça a déjà été un peu testé, mais c'est resté trop petit ! Et donc on doit pouvoir généraliser le testing et s'assurer qu'il n'y a pas de discriminations à l'embauche. Ça se mesure, ça se vérifie. Et donc le SBF 120, que j'invite en juillet, dès le mois de septembre, commencera ce testing, avec 40 entreprises du SBF 120 qui seront testées de manière aveugle, qui seront testées la première année, 40, la suivante, 40 la troisième. Tout le SBF 120, donc les 120 plus grandes entreprises de France, seront testées en trois ans. Ca c'est notre part. On vous mobilise mais on va en même temps vérifier ! Et on dira qui ne fait pas bien. Quand il y a des pratiques, qui relèvent du pénal, qui sont observées, il faut pouvoir aussi le dénoncer ; moi, je l'avais fait en d'autres temps sur les délais de paiement, ça fonctionne. Parce que c'est un formidable instrument, justement, d'incitation.

Et on va faire la même chose sur l'ensemble des services de l'Etat sur les trois prochaines années. Et je souhaite que les collectivités territoriales, toutes et tous, soient candidates pour faire la même chose et participer à ce testing. Il sera transparent, il permettra d'ailleurs d'alimenter les travaux collectifs et les débats collectifs en la matière.

Et puis il y a deux dernières choses sur ce sujet de « faire République » – je ne suis pas exhaustif, mais j'ai déjà été très long – sur lesquels je voulais revenir, c'est l'égalité homme/femme et la lutte contre la radicalisation. L'égalité homme/femme, vous l'avez très bien dit, c'est la grande cause du quinquennat. Et donc l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est ce sur quoi on s'est mobilisé, un plan d'action a été défini, le gouvernement y

est pleinement mobilisé et l'ensemble du gouvernement, et la secrétaire d'Etat Marlène SCHIAPPA, en charge auprès du Premier ministre, l'a fait dans tous les registres, sur le plan législatif en ce moment même, réglementaire, comme sur le plan de la mobilisation.

Sur ce sujet, là aussi : retour à l'école avec des référents conjoints portés avec le ministre de l'Education nationale, pour que les préjugés, pour que les comportements inacceptables soient partout traqués et qu'on puisse avoir un vrai travail, dès l'école, qui viennent casser les comportements de pratiques inacceptables. Ensuite... dès le mois de septembre, des référents Egalité dans des établissements justement sur les sujets d'éducation à la sexualité et sur l'ensemble des sujets sociaux, sociétaux seront précisément mobilisés.

Il y aura aussi une refonte de l'éducation à la sexualité à l'école, qui est un des éléments essentiels, et qui a été préparé par les ministres. Ensuite, c'est dans les quartiers, la pénalisation contre les outrages sexistes, qui est prévu par la loi, dont beaucoup oublient de parler ces dernières semaines mais qui est un vrai changement ! C'était l'impunité, quand il avait des outrages sexistes, quand il y avait du harcèlement de rue ; une impunité ! Et donc tout le monde s'y est habitué ! Et quand il y avait la loi du plus fort, le silence l'emportait. Maintenant, c'est dans la loi, ce sera pénalisé et ce sera d'ailleurs dans les priorités de la Police de sécurité du quotidien.

Et dès le mois de juillet, un dispositif de vigilance sur ce sujet – parce que quand je parlais de la société de vigilance, tout à l'heure ça vaut tout particulièrement pour ce sujet – sera mis en place et établi. Parce qu'il n'y a pas de fatalité ! Il y a juste aussi une mobilisation concrète, et toutes les propositions que vous ferez viendront abonder la feuille de route sur ce sujet.

Et puis enfin, il y a la lutte contre la radicalisation. Parce que je parlais tout à l'heure de l'insécurité, de la délinquance, mais on a aussi le problème de la radicalisation qui, dans certains quartiers, a gagné, est en train de gagner, est en train de monter.

Il n'y a pas de fatalité sur ce sujet, et le Premier ministre a annoncé une stratégie très structurée, en février dernier, de lutte contre la radicalisation ; un coordinateur, dans quelques jours, sera justement annoncé et présenté qui viendra s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble de cette stratégie. Parce que ça vaut pour tout le territoire, et ce n'est pas réservée aux quartiers, même si c'est un problème spécifique, on le sait bien, aussi dans les quartiers les plus difficiles.

On a d'ores et déjà mené un travail important avec les écoles et un meilleur contrôle sur les écoles grâce à une initiative parlementaire que je veux saluer mais qui permet un meilleur contrôle, a priori et en continu, des écoles sous contrat et hors contrat tout particulièrement et qui permet d'éviter les dérives et l'alimentation de la radicalisation dans certains quartiers qui étaient passés par certaines de ces écoles, avec la possibilité d'empêcher l'ouverture, ou, quand on constate des dérives, vraiment de les fermer dans les meilleurs délais.

Nous avons avancé avec des mesures concrètes prises en vertu de la loi Sécurité intérieure – Lutte contre le terrorisme, avec déjà la fermeture de trois mosquées depuis le début de l'année, dans des quartiers à chaque fois sensibles, mais des mosquées parce qu'il y était prédiqué la haine et des choses non conformes à la République, et donc on va continuer. Et parce qu'on va continuer le travail et j'aurai à m'exprimer dans les prochaines semaines et les prochains mois pour mettre en place les « anticorps », le vrai dispositif républicain, pour empêcher la radicalisation.

Et on a un chemin de crête, je vous le dis très franchement. Ce chemin de crête, c'est d'être intraitable sur toute forme ou voie de radicalisation, sans stigmatiser nos religions. Parce qu'il y a certains qui voudraient dire « on n'a pas le droit de parler de radicalisation parce que ce n'est pas bon pour l'islam ». Et ils veulent tout confondre. Ils ont raison, parce que généralement, c'est ceux qui font de la radicalisation. Et de l'autre côté, certains voudraient, en quelque sorte, écraser les deux réalités, en disant « il y a une religion, elle nous pose problème maintenant. Elle n'a pas sa place dans la République ».

La République, elle n'a pas à s'exprimer sur les religions, les croyances philosophiques et religieuses ! Elle a à donner la possibilité à tout citoyen de choisir librement de croire ou de ne pas croire, quelle que soit sa religion ou son courant de pensée. Mais elle a à assurer les règles, elle, de la République. Et aujourd'hui, certains, au nom d'une religion, en la dévoyant, sont en train de construire les voies d'une radicalisation et donc un formidable rêve de mort dans nos quartiers pour certains jeunes.

Et donc nous allons mettre en place cette stratégie point à point, et elle va continuer, mais la vraie lutte contre la radicalisation là aussi, on est tout co-dépositaire, c'est une mobilisation nationale. C'est la lutte contre la stigmatisation et c'est la lutte pour un même rêve républicain. Parce qu'on a des ennemis de l'extérieur, on a des gens qui sont organisés, en Syrie ou ailleurs, on leur fait la lutte, qui veulent retourner certains cerveaux et au nom d'une religion ou d'un combat religieux, gagner un combat politique contre nous. C'est pour ça que nous sommes investis au Sahel ou au Moyen-Orient pour lutter contre eux.

Mais on a aussi des proies chez nous qui sont des enfants de la République et qui, à un moment donné, se retournent vers eux. Et ça, si nous n'avons pas la très grande détermination pour lutter contre nos assaillants, ne rien leur céder, mais la lucidité pour regarder aussi une part de nos problèmes, et le fait que nous n'avons plus su apporter à certains jeunes du rêve républicain, et que donc au rêve républicain s'est substitué un rêve de mort, avec ses propres héros, c'est qu'on n'y voit pas clair.

Et donc dans cette stratégie de lutte, il y a la stratégie militaire, policière, à l'école, une stratégie qu'on a à voir avec, en particulier l'islam et l'ensemble des religions, d'organisation, de structuration, mais on a une vraie stratégie de reconquête républicaine des esprits ! Et donc ça marche par tout ce que j'ai évoqué à l'instant, l'école, l'économie, etc., mais il faut aussi construire des héros républicains qui viennent des quartiers ! Et il faut aussi que, dans les

stratégies d'embauche, de promotion, de promotion dans l'Etat ou dans l'entreprise, nous ayons des figures auxquelles ces jeunes peuvent s'associer.

Gilles KEPEL décrit très bien, dans ses ouvrages, le processus qui est à l'œuvre dans des quartiers, qu'ils soient d'ailleurs du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la région lyonnaise, du Nord-Pas-de-Calais, enfin des Hauts-de-France, dit-on maintenant, ou de la région parisienne. Le jeune garçon qui a tout raté et perdu tout, et qui rentre avec un DVD, à l'époque, acheté au marché où des formidables moudjahidines séduisants sont, pour sa petite copine un modèle, alors que lui a tout raté... C'est décrit cliniquement par un des meilleurs experts du sujet. Mais ce qui se passe là est un processus que nous pouvons endiguer, si on sait y mettre les moyens ! Ca suppose juste de donner à cette jeunesse d'autres promesses, d'autres modèles ! Et là-dessus, ce n'est pas un problème des quartiers uniquement. C'est notre problème ! C'est notre problème parce que c'est notre République à tous ! Et cette mobilisation, je le dis à tous les chefs d'entreprise, à tous les décideurs qui sont là et on va se l'appliquer à nous-mêmes, c'est aussi de dire : est-ce qu'ils reconnaissent ? Est-ce que, quand ils regardent quelqu'un qui décide, ils se disent « il y en a un à moi » ?... C'est pour ça que j'ai voulu, entre autres, faire un Conseil présidentiel des villes. Ce n'est pas pour qu'ils viennent « faire beau » sur la photo ! C'est pour qu'ils viennent porter des idées, être la vigie, dire à certains moments « moi, je ne m'y retrouve pas ! Ca ne me va pas ! ». Parce qu'ils auront la pression du terrain, mais je l'écouterai.

Et donc ce sujet, je veux que vous compreniez que refaire République, c'est aussi se donner les moyens de construire des héros, des récits républicains aujourd'hui. Ce n'est pas simplement des outils, des politiques publiques. C'est cette capacité collective que nous aurons et on le fera ensemble de manière très concrètement, à construire ces héros de la République et ces modèles.

J'ai déjà été très long, trahissant une promesse qui était de ne pas faire de discours. Je n'ai pas fait un discours conventionnel. J'ai juste repris le cœur de ce que j'ai glané ces derniers jours et des réflexions de ces derniers mois et du travail de mobilisation qui a été fait.

Mais donc vous l'avez compris, j'ai aujourd'hui pris devant vous plusieurs engagements très concrets, sur plusieurs sujets. J'ai aussi demandé – vous l'avez peut-être vu – qu'on ait, sur plusieurs sujets, des rendez-vous en juillet, d'autres en septembre. C'est qu'en termes de méthode, je n'ai pas voulu faire un grand plan où tout était ficelé, parce que je n'y crois pas totalement et parce que je crois que ça n'était pas la demande. Les gens veulent le co-construire, ce Plan en marche, parce que beaucoup ont déjà été faites, sont en train d'être faites ou de réussir, et que peut-être, on va corriger certaines choses qu'on a d'ores et déjà lancées parce qu'elles ne marchent pas.

Un plan de président de la République sur la base d'un rapport, avec rendez-vous dans trois ans, c'est fini. Ca ne va pas assez vite, ce n'est pas assez ambitieux pour l'ensemble de nos territoires. Ca vaut pour les quartiers dont on parle comme pour les territoires ruraux, et nous allons adopter la même stratégie. Et donc sous l'autorité du Premier ministre, le

gouvernement va être mobilisé pour avancer sur l'ensemble des sujets que j'ai évoqués ici, avec d'ailleurs, dans les prochaines semaines, des annonces et des engagements qui seront pris.

Ca veut dire ensuite qu'il y aura un engagement de rendez-vous tous les deux mois, on fera le point d'étape de ce qui va et de ce qui ne va pas. Il sera préparé par le conseil présidentiel des villes – vous allez travailler beaucoup – mais avec aussi l'ensemble de celles et ceux qui voudront se mettre en réseau, et je vais y revenir, pour être des alertes et nous dire ce qui avance et ce qui n'avance pas sur ce sujet.

En juillet, on va donc finaliser un dispositif avec des feuilles de routes, des actions très concrètes et des responsables. Et une mobilisation de tous les ministres que je remercie encore pour leur présence aujourd'hui.

Les régions et les départements dans leurs compétences auront un rôle très important, en particulier en matière de développement économique, de formation, et donc nous allons, sur ce sujet, avancer avec elles. Les métropoles et les agglomérations, nous avons conclu un pacte, vous l'avez préparé, j'y suis prêt. Et donc nous allons travailler ensemble sur cette base, avec le gouvernement. Et les communes, l'ensemble des maires seront les acteurs et les aiguillons essentiels de ce travail et de ce point de rendez-vous, et je mobiliserai à chaque fois un échantillon de maires, avec aussi une capacité d'alerte des uns et des autres pour pouvoir se mobiliser.

Ensuite, les associations, associations installées, associations nationales, associations d'habitants et de quartiers doivent être des acteurs essentiels de cette transformation. Et nous allons là-dessus accélérer. French Impact a déjà identifié plusieurs projets, 20 projets seront annoncés dans les prochains jours ; plusieurs d'ailleurs ont été évoqués ce matin, qui vont passer à l'échelle. C'est-à-dire : on va sélectionner une vingtaine de projets à qui on va donner beaucoup de moyens pour leur permettre d'accélérer, de se déployer au niveau national – on en connaît certains Weetechcare, Voisin Malin ou quelques autres, pour maintenant leur permettre de passer à l'échelle, de se développer partout au niveau national, parce qu'ils ont fait la preuve de leur pertinence. Et je crois très profondément à cet accélérateur sur lequel je m'étais engagé, c'est l'Etat qui accompagne les associations et qui leur permet d'aller plus fort.

Et puis ensuite, il y a les entreprises sociales et solidaires, dont 80 % sont des associations, où là, un pacte de croissance sera conclu avec elles pour permettre justement, sous l'autorité des ministres, d'accélérer le travail, et elles auront à bénéficier à plein des mesures d'allègement de charges pérennes dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Ensuite il y a le sujet de la myriade d'associations qu'il y a dans nos quartiers, on l'évoquait tout à l'heure. Je sais bien que certains voudraient, c'est qu'il n'y ait plus aucun droit de regard et qu'il n'y ait plus aucun contrôle. On va toujours devoir continuer à contrôler les associations, parce qu'il y en a qui font des choses qui ne sont pas conformes aux lois de la

République. Mais ce qu'on doit faire, c'est simplifier et accélérer l'aide qu'on apporte à ces associations de quartier qui, parfois, font un travail indispensable.

Ce qu'on va construire ensemble d'ici à septembre, c'est une méthode pour donner à toutes les associations et aux régies, une visibilité en termes de financement jusqu'à la fin du quinquennat. C'est-à-dire la possibilité de ne pas aller mendier les appels à projets à répétition. Je crois beaucoup aux appels à projet sur des grandes stratégies nationales, pour des acteurs matures, et on va continuer à en faire, et c'est un très bon système d'évaluation. Mais on a aujourd'hui systématisé l'appel à projet permanent, y compris pour des tickets de 3.000 euros. C'est ridicule. On fait perdre du temps à des collectivités territoriales, à des fonctionnaires d'Etat et à des associations.

Donc on va devoir définir un mandat, ça ne veut pas dire qu'on va multiplier les petits pains ! Il y aura forcément des déçus. On va définir une enveloppe, un mandat, une clarté, une visibilité, et il y aura des étapes d'évaluation ! Je vous le dis très clairement ! Mais c'est ce qu'on se doit mutuellement !

Et il est évident – je le dis aussi pour ceux qui penseraient que ce serait la fin de tout contrôle – on va devoir contrôler, parce que des associations qui, derrière des beaux noms, font parfois le pire. Mais je vous dois cette politique de simplicité et de visibilité.

Dans ce contexte, l'Etat jouera un rôle : celui de mobilisateur, de facilitateur et de garant. Garant des grandes politiques nationales qui sont dues, sur lesquelles je suis longuement revenu. Mobilisateur de l'énergie des initiatives collectives pour mettre tout le monde autour de la table, comme ça a été fait ces derniers mois et comme on l'a fait aujourd'hui et comme on va continuer à le faire ! Des entreprises, des associations, des élus, des fonctionnaires. Et facilitateur parce qu'on doit aller plus vite. Et donc on doit accélérer, et l'Etat qui contrôle a priori, doit devenir un Etat qui accompagne davantage, qui vérifie, qui évalue, mais qui a du jugement, du discernement. Parce que la complexité est l'ennemi des territoires fragiles, et de celles et ceux qui y vivent. C'est vrai pour le très rural, c'est vrai pour le très urbain.

Et cette stratégie, y compris pour l'Etat, je veux qu'on ait la même pour le rural. Et je la présenterai avec le même degré de détail pour le rural. Et tous les deux mois, on aura un rendez-vous avec les quartiers et le très rural. Parce que je ne veux pas me laisser enfermer dans des discours réducteurs où il y aurait bizarrement les gens de la France des villes avec les problèmes, qui seraient pour certains plus bronzés que d'autres, avec des milliards qu'on aurait déversés, et puis la France des champs qui serai, elle, rétractée soi-disant dans un passé – ce qui est tout aussi faux que le premier a priori – qui est une France de projets qui a envie d'avancer, mais qui a, elle aussi, des difficultés d'assignation à résidence, d'accès et d'émancipation.

Et donc ce rendez-vous tous les deux mois, avec cette feuille de route, nous allons le faire de manière parallèle. Parce qu'on a besoin de mobiliser toutes les énergies et de casser, de décroiser aussi.

Vous l'avez compris, tous les deux mois, nous aurons ce rendez-vous, dans des lieux différents, ça sera parfois ici, parfois ailleurs ; et tous les deux mois, on fera un point d'étape des avancées concrètes de notre capacité à respecter la promesse collectivement, mais aussi on pourra regarder tel ou tel cas précis et dire ce qui ne fonctionne pas, dans telle ville, dans tel endroit, ou sur telle politique. Je prends un risque que j'assume en vous donnant ce rendez-vous. C'est celui, parfois, d'être l'otage de dénonciations, ça m'est absolument égal. Vous prenez un risque à faire avec moi, c'est qu'il n'y aura pas de concessions et de langue de bois. Et donc je ne serai le « cache-sexe » de personne, je le dis très franchement, ni de l'Etat quand les choses ne sont pas bien faites, mais je ne serai pas davantage celui de certains élus ou certaines associations quand ils se sont enlisés dans des mauvaises politiques ou du clientélisme de communautarisme.

Mais ce que je veux, à travers ces initiatives, c'est que vous vous considériez comme des acteurs et des mobilisés. Parce que je n'entends, bien souvent aussi, qu'une catégorie : ceux qui ont toujours fait la même chose avec le même argent et le même résultat. C'est gens que j'entends le plus souvent ! Ceux qui font, je ne les entends pas assez. Donc je vous demande aussi de prendre la parole, de vous mobiliser, de faire et de le faire savoir, et je serai là.

Et il y a un tout dernier acteur, qu'on va continuer et donc on a besoin et dont nous sommes tous les porteurs et dépositaires et qui est notre mandant en dernier ressort, ce sont nos concitoyens, et ne l'oublions jamais. Et donc cette politique, je veux qu'elle soit faite pour, avec et par nos concitoyens. C'est pour ça que nous allons mettre d'ici au mois de juillet en place un site unique, « la France une chance », pour tous les territoires ; et sur ce site-là que nous allons bâtir ensemble, les engagements de l'Etat, mais les engagements de chacun seront mis de manière transparente, et nous, citoyens, serons invités à faire savoir les observations et les non-conformités. Nous devons en faire un instrument d'une forme de gouvernement partagé, où quand ça ne marche pas à un endroit, un citoyen doit pouvoir le dire sur cette plateforme et alerter. Alerter son maire, alerter l'Etat, selon les compétences de chacun. Bien souvent, nos concitoyens ne savent pas qui est la compétence. Mais ils savent que ça ne marche pas à tel endroit, ou que telle ou telle chose est inacceptable.

Cette plateforme, elle donnera la transparence, elle pourra garantir sur certains sujets l'anonymat, et elle permettra aussi d'avoir des plateformes physiques et du traitement en ligne. Cette plateforme, c'est la garantie que nos concitoyens seront toujours cette présence sur nous, et l'impérieux de voir, de réussir.

Et parmi nos citoyens, il y en a une catégorie qu'on mettra à l'honneur en juillet et que je veux tout particulièrement entendre et je conclurai sur ce point, même si ça ne vaut pas tout et j'étais tout à l'heure interpellé sur les papas par le Conseil présidentiel des villes, ce sont les mamans. Parce que, quand j'étais en campagne présidentielle, celles qui m'ont appris des choses, qui m'ont inspiré sur beaucoup de nos politiques, ce sont les associations de mamans dans certains quartiers. A Montpellier, à La Paillade ou Le Petit Bar, je n'oublierai jamais cette association de mamans d'élèves qui m'a expliqué pourquoi c'était une formidable erreur

d'avoir fermé les classes bilangues, parce que quand il y en avait dans leur quartier – c'est sa formule – « les petits blonds du centre-ville venaient dans nos quartiers ». Les mamans ne font pas de politique symbolique, elles font la politique pour leurs enfants, leur époux, leurs frères ou leur propre père, ou leurs sœurs. Ce sont celles qui, généralement, concentrent les plus grandes difficultés dans les quartiers. Ce sont celles parfois qui se sont le plus battues.

Et donc en juillet, on continuera ce travail avec un point de rendez-vous, des engagements qui sont pris sur la base de ce que je viens d'annoncer aujourd'hui, et un point d'étape concret, mais on donnera aussi la parole aux mamans. Certains diraient de Ouagadougou au fin fond du Pérou que sont celles qu'on aime, mais on a besoin d'elles, et elles seront un instrument essentiel dans cette lutte que nous sommes en train de construire. Elles sont oubliées de toutes nos politiques publiques. Ce n'est pas des acteurs de politiques publiques, mais elles sont des relais essentiels de cette réactivation, de ce réveil citoyen que nous sommes en train de faire.

Voilà, Mesdames et Messieurs. Je ne serai pas plus long. Ce que j'ai fait, ce n'est pas un discours c'est un début de réponse à vos questions. Mais vous l'avez compris, j'ai besoin de toutes celles et ceux qui sont dans cette salle, et merci d'être venus nombreux et d'être restés debout. Mais ça n'est que le début d'une lutte et d'une mobilisation. J'ai besoin de tous les ministres, de tous les élus, de toutes les bonnes volontés, et merci ... qui se sont mobilisés, et nous allons ensemble continuer à faire et à faire la promesse initiale qui fait que nous sommes tous là dans cette salle et ce lieu qui est le vôtre.

Merci ! Vive la République et vive la France !